

Parmi les enquêtes économiques et industrielles effectuées par les provinces depuis la fin de la guerre figurent les enquêtes provinciales complètes sur l'économie et l'industrie dans le Québec, le Manitoba et l'Alberta; les enquêtes régionales en Colombie-Britannique; l'enquête sur les ressources minérales et un répertoire de renseignements sur les industries manufacturières en Nouvelle-Écosse; des levés hydrographiques en Ontario; et l'enquête effectuée par l'Île du Prince-Édouard sur l'économie, l'assainissement et le terrain de la région adjacente à Charlottetown.

L'aide provinciale aux recherches a été intensifiée en raison de l'intérêt plus marqué des provinces dans la recherche des moyens d'exploiter leurs ressources de façon plus productive. Avant la guerre, seuls l'Ontario et l'Alberta avaient des conseils indépendants de recherches scientifiques; la Nouvelle-Écosse avait un Conseil de recherches économiques. L'*Ontario Research Foundation*, qui s'occupe surtout des recherches appliquées, reçoit maintenant le concours du Conseil de recherches de l'Ontario, tandis que la Colombie-Britannique et la Nouvelle-Écosse ont établi des conseils de recherches; en Nouvelle-Écosse, le Conseil réunit les recherches scientifiques et les recherches économiques antérieurement poursuivies par le Conseil provincial des recherches économiques. Le Nouveau-Brunswick a reconstitué sa Commission des exploitations forestières en ajoutant à ses attributions et en la désignant du nom de Commission de l'exploitation des ressources naturelles. En Saskatchewan, le ministère de la Reconstruction et de la Réadaptation établit un laboratoire de recherches.

Toutes les provinces accomplissent une certaine somme de travail publicitaire afin d'encourager les industries à s'établir chez elles et de trouver des marchés pour leurs produits particuliers. Ce travail est souvent associé avec l'encouragement à l'industrie touristique. Avant la guerre, toutes les provinces avaient des organismes chargés de la publicité et de l'encouragement du tourisme. Depuis, certains changements administratifs importants ont été introduits: l'Ontario a élevé le Bureau du tourisme et de la publicité au niveau de ministère; le ministère des Mines et des Ressources naturelles du Manitoba a créé un Bureau du tourisme et de la publicité, qui doit fonctionner en collaboration étroite avec le Bureau de l'industrie et du commerce; en Nouvelle-Écosse, le Bureau d'information passe du ministère de la Voirie et des Travaux publics au ministère du Commerce et de l'Industrie, désigné pendant plusieurs années avant 1948 sous le nom de ministère des Industries et de la Publicité; le Bureau de la publicité et du tourisme de l'Alberta est transféré du ministère du Commerce et de l'Industrie au ministère des Affaires économiques. En 1948, l'Ontario, la Saskatchewan et la Colombie-Britannique ont des représentants permanents au Royaume-Uni et l'Alberta projette d'en faire autant. Des représentants sont aussi envoyés à Ottawa par l'Alberta et le Québec; à Toronto, par l'Alberta; et à New-York, par le Québec.

Comme partie de l'encouragement offert à l'industrie, toutes les provinces accordent une attention plus marquée à l'expansion des services d'énergie électrique, particulièrement dans les petits centres urbains et dans les régions rurales. L'Île du Prince-Édouard, le Québec, l'Alberta et la Colombie-Britannique adoptent des lois durant la guerre pourvoyant à la création de commissions chargées de produire et distribuer l'énergie électrique. Les cinq autres provinces avaient des commissions avant la guerre. Le Québec crée le Département des ressources hydrauliques; le commissaire de la Commission hydroélectrique du Nouveau-Brunswick devient membre du Conseil exécutif de la province; et la Saskatchewan et le Québec établissent des commissions de l'électrification rurale.